

Et le nucléaire dans tout ça ?

L'expérience ordinaire rappelle tous les jours la dégradation générale des possibilités de vie sur Terre. Dans quelques dizaines d'années, le sol, l'eau et l'air seront encore plus empoisonnés, une partie des terres immergées et une quantité énorme d'espèces ne seront plus que des souvenirs. La sécheresse est d'ores et déjà une réalité palpable, même dans les régions tempérées. **Le désastre est devenu notre lot quotidien.** Et dans cette affaire, il n'y a rien à attendre des gouvernements pour améliorer les choses et changer de cap, et pour cause : ils font partie du problème.

C'est avec effroi que nous constatons que le feu atomique est présenté comme la solution au réchauffement climatique. Et ce tour de force des plus cyniques semble fonctionner chez une partie importante des marcheurs et marcheuses pour le climat qui relaient, sans mentionner ses complicités avec l'industrie nucléaire, le discours de Jean-Marc Jancovici.

Pourtant, **les mouvements « écolo », s'ils sont un tant soit peu sérieux et conséquents, ne peuvent pas passer à côté de la critique du nucléaire.** Les catastrophes de Three Miles Island, Tchernobyl, Fukushima ont montré les dangers sanitaires et environnementaux de cette industrie – sans oublier Hiroshima et Nagasaki, car le nucléaire est toujours civil *et* militaire. D'ailleurs, alors que les gouvernements essaient jusqu'à présent de cacher le fait que l'objectif de développer l'industrie nucléaire soit d'abord de s'assurer la possibilité de faire la bombe atomique, ils ne s'en cachent même plus aujourd'hui. C'est ainsi que Macron a annoncé publiquement que l'armée allait utiliser la centrale nucléaire de Civaux pour produire du tritium pour la bombe atomique.



Le but est de nous habituer à une ambiance belliqueuse et patriotarde.

Ce n'est pas seulement pour ses effets sanitaires et environnementaux (en fonctionnement normal et lors des inévitables catastrophes) que le nucléaire est un désastre. Par la manière dont cette industrie institue des modes de vie, où la technologie et l'électricité sont essentielles et en développement constant, elle est un obstacle à un changement de société pourtant indispensable. **Pas de société moins autoritaire, moins militarisée et moins polluante sans en finir avec le nucléaire.**

En effet, l'industrie nucléaire produit des usages, fabrique des modes de vie générateurs de pollution, largement dépendants du système industriel, de la voiture (demain électrique, c'est-à-dire nucléaire), avec énormément de gadgets technologiques consommateurs de ressources et d'énergie gravitant autour de l'individu. Il ne faut jamais oublier qu'à l'autre bout de son écran se trouve une centrale nucléaire, via des tas d'infrastructures colossales (câbles sous-

marins et pylônes THT, transformateurs électriques, etc.). Le monde nucléarisé est un monde de la démesure, de l'abondance croissante de marchandises, de l'extraction minière, de logiques néocoloniales, de recherche perpétuelle de puissance, d'infrastructures énergivores (comme le TGV).

Ce n'est pas pour rien que la lutte nécessaire contre le réchauffement climatique est saisie opportunément par les gouvernements et les industriels pour promouvoir l'industrie nucléaire. Dès le départ, les « lanceurs d'alerte » institutionnels étaient perfusés à l'idéologie technoscientifique et nucléariste. C'est ainsi que les technocrates du Club de Rome ont alerté en 1972 sur les dangers de la croissance perpétuelle tout en louant la science toute-puissante et le progrès technique.

Quant au GIEC – le Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat – on oublie que s'il ne parle jamais des pollutions liées à la radioactivité, mais seulement des gaz à effet de serre, c'est parce qu'il s'agit d'une

instance sous contrôle *politique*.

Chaque ligne de chaque rapport reçoit l'aval des gouvernements financeurs, qui sont les mêmes qui développent le plus la société industrielle, dont l'industrie nucléaire. L'un des appuis des premiers jours du GIEC a ainsi été Margaret Thatcher, ancienne Première Ministre britannique, qui cherchait alors à développer un groupe de pression pour légitimer le développement du secteur nucléaire et contrer la puissance des syndicats des mineurs de charbon qu'elle était en train de broyer. Il faut dire que l'instrumentalisation était aisée : le GIEC dépend de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux Etats, qui sont tous nucléaristes. En outre, l'ONU a toujours été pronucléaire. Ce n'est donc pas pour rien que le premier président du GIEC, Bert Bolin, a fini comme artisan du développement du secteur nucléaire suédois. Encore aujourd'hui, de nombreux experts sont partisan-es du nucléaire. Pour la France, c'est le cas de ceux qui travaillent ou ont travaillé pour le CEA, ou avec lui (Jean Jouzel,

Véronique Masson-Delmotte, Hervé Le Treut, Françoise Vimeux), ou encore Pierre-Noël Giraud, membre du conseil d'administration d'Areva NC. Jean-Marc Jancovici fait également partie du GIEC.

Fort de ce nouveau mensonge pour légitimer l'industrie nucléaire, **gouvernements et industriels ont annoncé l'intensification de cette industrie, avec 6 puis 14 nouveaux EPR, alors que celui de Flamanville n'en finit pas de se construire** (les travaux ont commencé en 2007) et montrent d'ores et déjà de sérieux signes de fatigue faisant craindre le pire. Les 27 réacteurs à l'arrêt en France en 2022 – sur 56 – ont pourtant mis en évidence la fragilité de cette production d'électricité en temps de sécheresse (impossibilité de refroidir). **Outre ces nouvelles centrales, c'est aussi l'annonce de nouveaux sous-marins atomiques, d'un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire, etc. De quoi maintenir durablement le règne du capitalisme et de l'Etat et perpétuer leur société désastreuse !**

La lutte contre le réchauffement climatique a tout à gagner à s'emparer de la question du nucléaire et à s'opposer à cette industrie mortifère. Cela peut commencer par l'opposition déterminée au démarrage de l'EPR de Flamanville, à une cinquième piscine d'entreposage de combustibles usés à l'usine atomique de la Hague et au projet de centre d'enfouissement des déchets nucléaires CIGEO à Bure (dans la Meuse).



Une discussion sur les perspectives de lutte contre le nucléaire aura lieu le vendredi 28 juin à 18h lors des rencontres anarchistes (28-30 juin) de la Commune de Montaigu, route de Saint-Martin, lieu-dit Groucy de Haut, Placy-Montaigu (50). Vous êtes les bienvenu-es !

Des électrons libres.

Plus d'informations sur le site internet trognon.info